

Venezuela : une élection pour dissimuler la corruption ?

2 AOÛT 2017 PAR [KARL LASKE](#)

La procureure générale du Venezuela, Luisa Ortega Díaz, accuse le régime de Nicolas Maduro de vouloir se protéger, à travers l'élection de l'Assemblée constituante, des accusations de corruption qui pèsent sur lui dans l'affaire « Lava Jato ». Le président Maduro est mis en cause pour avoir reçu 35 millions de dollars d'Odebrecht et d'autres entreprises lors de la campagne de réélection du président Chavez, en 2012.

Et si l'élection de l'Assemblée constituante n'était qu'un leurre ? C'est l'hypothèse, sombre, avancée, hier, par la procureure générale du Venezuela, Luisa Ortega Díaz, qui a accusé le pouvoir d'entraver l'action du parquet et de vouloir « *en finir avec le ministère public* ». « *Nous avons 36 124 enquêtes ouvertes pour corruption, mais quelle est celle qui préoccupe le plus les cercles proches du pouvoir ? Neuf lettres seulement... Odebrecht ! a poursuivi la magistrate. En 2008, la FAO a indiqué qu'il fallait 30 milliards de dollars pour éradiquer la faim dans le monde... C'est le montant que l'État vénézuélien a payé à Odebrecht dans onze travaux d'infrastructures, qui ne sont pas terminés, parmi lesquels se trouvent le troisième pont sur le fleuve Orénoque et le métro Caracas-Guatire. Et où en sont ces travaux ? Paralysés ! Et qui est responsable de ça ? Qui doit répondre de cela devant le pays ?* »

La procureure n'a pas prononcé son nom, mais Nicolas Maduro est nommément mis en cause dans l'opération « Lava Jato » (lavage express), par un rapport du 23 mars 2017 du Tribunal fédéral suprême (STF) du Brésil, consulté par Mediapart. Alors qu'il était ministre des affaires extérieures, Maduro aurait obtenu 35 millions de dollars des industriels brésiliens, en accord avec le Parti du travail (PT), pour la campagne de la présidentielle de Hugo Chavez en 2012. Une demande

de 50 millions aurait été auparavant formulée, selon un dirigeant local d'Odebrecht. Un couple de publicitaires brésiliens, Joao Santana et Monica Moura, au cœur des campagnes politiques du PT, a révélé les arrière-plans de leur intervention au Venezuela. Le futur président aurait remis des fonds en espèces, dans son bureau, à Monica Moura. Onze millions d'euros en tout, provenant de la dotation brésilienne, selon des extraits de la vidéo de sa déposition mis en ligne, en mai, par le site d'investigation vénézuélien armando.info.

Les « neuf lettres » font du bruit dans toute l'Amérique latine. Alors que l'opération « Lava Jato » a conduit à la condamnation de l'ancien président Lula da Silva à neuf ans et six mois de prison, le 12 juillet, l'enquête sur l'empire Odebrecht a entraîné l'inculpation et l'émission d'un mandat d'arrêt contre l'ancien président péruvien, Alejandro Toledo, et l'incarcération de son successeur, Ollanta Humala, et de sa femme le 14 juillet – lire [ici](#). L'ancien président Humala est mis en cause pour avoir reçu trois millions de dollars d'Odebrecht pour sa campagne présidentielle, un montant confirmé par les dirigeants de la firme.

C'était la méthode du groupe, a expliqué l'un de ses hommes clés, l'avocat Rodrigo Tacla Durán, dans une longue [interview](#) accordée, vendredi, à *El País*. Le « *premier contact* » avec les politiques « *s'établissait dans la campagne électorale* », se consolidait « *dans les frais de marketing politique des candidats* », en vertu d'un accord avec le publicitaire Joao Santana, puis l'entreprise suggérait les grands travaux qui devaient entrer dans les projets du gouvernement.

« *Le dirigeant incluait dans son plan de gouvernement les travaux qui intéressaient Odebrecht, a poursuivi l'avocat. Le groupe de construction, dans certains cas, conseillait les pays sur la manière d'obtenir le financement au travers d'organismes comme la Banque mondiale ou la Banque interaméricaine de développement (BID).* » Selon Rodrigo Tacla Durán, interpellé en Espagne, « *plus de mille personnes* », fonctionnaires, politiques, gérants d'entreprises publiques et chefs d'État, ont été corrompues par Odebrecht. Pour gérer ces actions, ce dernier avait acheté une banque à Antigua-et-

Barbuda, qui travaillait exclusivement pour lui : « *La Meinl Bank était une couverture dans ce paradis fiscal des Caraïbes, a précisé l'avocat. Elle comptait seulement trois employés. Son siège à Sao Paulo se trouvait au consulat. C'était le centre névralgique depuis lequel s'opéraient les paiements irréguliers. De là, l'argent était transféré à d'autres banques comme la Banque privée d'Andorre (BPA), une entité fermée en 2015 pour corruption.* »

La BPA ouvrait des comptes aux bénéficiaires et opérait des transferts internes. Selon l'avocat, qui collabore aujourd'hui avec la justice espagnole, environ 206 millions d'euros annuels étaient déboursés par Odebrecht en commissions occultes et pots-de-vins.

Le soutien à la campagne de réélection de Hugo Chavez semble être parti, comme dans l'affaire péruvienne, d'une décision politique du Parti du travail. Selon le rapport du STF, un ancien ministre (PT), Jose Dirceu, a assisté « *aux premières réunions politiques à Caracas* » établissant « *un lien entre l'équipe de stratégie politique* » de l'agence publicitaire Polis avec la direction stratégique de la campagne de Chavez. Aux côtés d'Odebrecht, le groupe de BTP brésilien Andrade Gutierrez participait aussi aux frais. Il a notamment affrété des avions privés pour les publicitaires lors de la mise en route de la campagne, et payé leurs hôtels à Caracas.

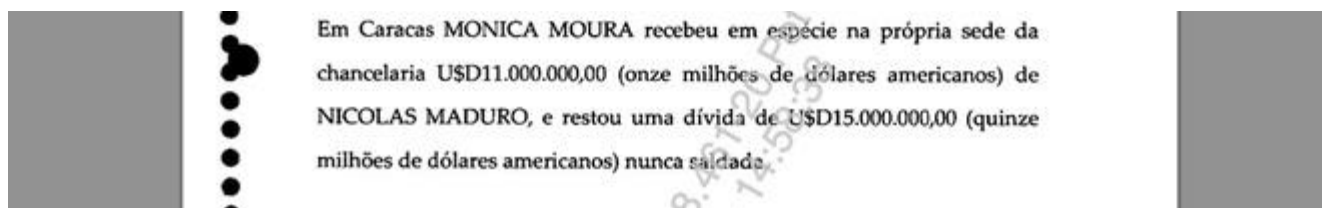
Maduro recevait Monica dans son propre bureau, lui remettait des porte-documents contenant l'argent

Selon le rapport du STF, Nicolas Maduro a « *exigé que Monica Moura reçoive presque tous les montants payés pour la campagne de réélection du président Chavez* ». Montants qu'elle remettait ensuite aux sociétés techniquement engagées pour la campagne.

« *Une partie de ce montant non comptabilisé a été payée en espèces, remise à Caracas directement à Monica Moura par le chancelier Nicolas Maduro, dans le propre siège de la chancellerie, note le rapport du tribunal fédéral. Maduro recevait Monica dans son propre*

bureau, lui remettait des porte-documents contenant l'argent et lui fournissait une escorte pour assurer sa sécurité sur la route conduisant de la chancellerie à la société de production. »

Ces fonds en espèces, estimés à 11 millions d'euros - voir le fac-similé ci-dessous -, étaient en effet remis par Monica Moura à l'épouse du responsable de campagne marketing et internet, Franklin Martins. Les juges soulignent que *« Franklin et son équipe ont été embauchés par la partie vénézuélienne, également sans contrat formel, et sans lien avec Polis [la société chargée de la campagne – ndlr] »*. *« Nicolas Maduro était toujours très méfiant, et ne voulait pas remettre d'argent en espèces à plus d'une personne, à cause du risque de bavardage »*, écrivent les juges.



Le rapport du tribunal fédéral qui affirme que Nicolas Maduro a remis 11 millions de dollars en espèces à la publicitaire Monica Moura © DR

« La partie payée par les entreprises Odebrecht et Andrade Gutierrez a également été négociée par Nicolas Maduro, le grand homme de confiance de Hugo Chavez », notent-ils dans leur rapport. En sus des versements en espèces, le groupe Odebrecht aurait apporté près de sept millions de dollars pour la prestation de « Polis Caribe », tandis qu'Andrade Gutierrez a payé deux millions de dollars à travers un versement en Suisse sur le compte « Shellbill », pour la prestation de Joao Santana sur le projet politique de la campagne. Selon les juges, un total de 20 millions de dollars ont donc été identifiés, sur les 35 censés abonder la campagne de Chavez.

Selon les déclarations du représentant local d'Odebrecht à Caracas, Euzenando Azevedo, le coordinateur de la campagne présidentielle, Americo Mata, avait demandé un soutien de 50 millions de dollars au groupe, pour garantir l'obtention des contrats qu'il espérait. Selon

Azevedo, l'opposition avait aussi eu droit aux faveurs du groupe, qui misait toujours simultanément sur plusieurs candidats. La candidature de l'ancien gouverneur de Miranda, Henrique Capriles, aurait été soutenue à hauteur de 15 millions de dollars, versés à l'étranger. Ce que l'opposant a contesté, bien qu'il ait été déjà mis en cause pour des irrégularités sur des marchés publics, commises en tant que gouverneur.

La procureure générale Luisa Ortega Díaz s'est rendue au Brésil pour y consulter le dossier de l'affaire. Mais elle s'est plainte, mardi, de l'obstruction du pouvoir exécutif. « *Beaucoup de preuves sont à l'extérieur, a-t-elle souligné. Et de nombreux obstacles nous ont été opposés. Il y a une liste de fonctionnaires du ministère public, dont on a annulé les passeports, au dernier moment, à l'aéroport. Des méthodes illégales ont été employées.* »

L'élection d'une assemblée constituante pourrait, selon la magistrate, faire partie d'un dispositif de protection. Comme l'avait été, au Pérou, en 1992, le coup d'État institutionnel du président Alberto Fujimori, « *l'autogolpe* », avec à la clé l'interdiction des partis, la dissolution de l'Assemblée nationale et la reprise en main de l'appareil judiciaire qui menait des enquêtes sur des violations des droits de l'homme dont il était responsable.

L'un des objectifs assignés par Maduro à la future instance est la réforme du ministère public, a rappelé la procureure. « *Il veut en finir avec le ministère public ! C'est incommode, le ministère public, surtout pour les personnes impliquées dans les affaires de corruption !* » a-t-elle lancé. Convoquée, début juillet, par le Tribunal suprême de justice à la demande de l'exécutif pour des sanctions, la magistrate, qui se sait en sursis, a dénoncé « *l'immorale constituante présidentielle* », « *dont on ne connaît pas l'origine* », « *ni le processus, ni même les prétendus résultats* ».

Selon Nicolas Maduro, 41,53 % des inscrits auraient voté, soit plus de 8 millions de Vénézuéliens. Mais aucun contrôle indépendant n'a été admis dans les bureaux de vote, pour certains désertés. Pour la procureure, qui se réclame toujours de Chavez, le scrutin convoqué

par le président n'a été qu'« *une farce* » organisée en vue « *du pouvoir absolu d'une minorité* ».

« *Depuis ces quatre derniers mois, nous comptons 121 personnes décédées, et 1 958 blessés, dans tout le pays* », a-t-elle résumé, dressant le bilan des violences qui ont émaillé le vote de l'Assemblée constituante, dimanche. « *Le schéma devant lequel nous nous trouvons est celui d'une violation systématique des droits de l'homme, qui doit nous alerter, et comme procureure générale, je ne vais pas le tolérer* », a-t-elle poursuivi, évoquant de nombreuses plaintes reçues par le parquet pour « *tortures* », « *traitements inhumains* », « *violations de domiciles* » et « *détentions arbitraires* ».

Mardi matin, deux dirigeants de l'opposition, Leopoldo Lopez, coordinateur de *Voluntad Popular*, et Antonio Ledezma, le maire de Caracas, ont été interpellés à leur domicile, et emmenés, pour l'un d'eux en pyjama, vers un lieu de détention inconnu de leurs familles, mardi soir.